Bureau du 3 février 2003

Décision n° B-2003-1108

commune (s) : Lyon 9°

objet : **Cession, aux époux Vincent, d'un tènement immobilier situé 9, impasse de la Duchère**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de la politique foncière et immobilière - Service opérationnel - Subdivision sud

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 24 janvier 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2002-0444 en date du 4 février 2002, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

La Communauté urbaine se propose de céder un tènement immobilier comportant un terrain, d'une superficie de 6 331 mètres carrés, sur lequel est édifiée une maison d'habitation de deux niveaux plus combles à réhabiliter entièrement, d'une superficie habitable d'environ 413 mètres carrés. Ce tènement inclut notamment des délaissés de terrains après la réalisation du périphérique nord ainsi que de volumes supérieurs de la tranchée dudit périphérique.

Le tout est situé 9, impasse de la Duchère à Lyon 9° et figure au cadastre de la ville de Lyon sous les numéros 71, 74, 91, 92, 95, 96 et 97 de la section AV.

La Communauté urbaine a procédé, préalablement à la cession, à une mise en vente dudit bien immobilier, par avis, dans différents journaux.

A l'issue de ces publications et après réception et examen des propositions formulées, il a été convenu, par monsieur le vice-président délégué au patrimoine et par madame le maire du 9° arrondissement, de céder ce bien à la personne la mieux disante, en l'occurrence les époux Vincent, qui ont présenté un projet de réaménagement de la maison d'habitation en deux unités familiales (pour eux-mêmes et un ascendant).

Aussi la Communauté urbaine consent-elle à céder aux époux Vincent ledit bien au prix de 300 000 € conforme à l'estimation des services fiscaux, le montant des travaux de réaménagement à la charge des époux Vincent étant estimé également à 300 000 €;

Vu ledit compromis ;

Vu la délibération du Conseil n° 2002-0444 en date du 4 février 2002 ;

DECIDE

1° - Approuve le compromis qui lui est soumis.

2° - Autorise monsieur le président à le signer ainsi que l'acte authentique à intervenir.

3° - La somme à encaisser en 2003 sera inscrite sur les crédits portés au budget principal de la Communauté urbaine :

- produit de la cession : 300 000 € en recettes - compte 775 100 - fonction 824,

- sortie du bien du patrimoine communautaire : 457 620,20 € en dépenses - compte 675 100 - fonction 824 - et en recettes - compte 211 200 - fonction 824,

- moins-value réalisée sur la vente du bien : 157 620,20 € en dépenses - compte 192 000 - fonction 01 - et en recettes - compte 776 100 - fonction 824.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,